



Erdoğan a annoncé trois mois d'état d'urgence après l'échec du coup d'état.

Ci-dessous vous trouverez l'interview de Kemal Okuyan et de Özlem Şen Abay sur ce sujet.

KEMAL OKUYAN, Le Premier secrétaire de Comité Central de Parti Communiste, Turquie

L'AKP parle maintenant d'une seconde tentative de coup d'Etat. Penses-tu qu'il le fait pour renforcer son pouvoir et profiter de l'échec du putsch ou il y a t-il réellement un risque d'une seconde tentative?



KO: L'AKP a été confronté avec un groupe avec lequel il était pendant des années. Personne ne sait ses tenants et ses aboutissants. Ni même s'il y a eu d'autres factions qui l'ont rejoint. Quand on considère le contexte international il y a une possibilité d'une nouvelle tentative de coup d'Etat.

D'un autre côté L'AKP semble bénéficier de cette tension. Personne ne comprend ce jeu entre factions. C'est pourquoi Le Parti Communiste, Turquie insiste sur la dimension de classe, en pointant les contradictions interne du système impérialiste. Ces contradictions forgeront la période à venir. Nous pouvons être certains que les capitalistes interviendront de plus en plus. La Turquie ne sera pas moulée selon les vœux d'Erdoğan. Erdoğan se pliera selon les contradictions que nous avons évoquées ou il sera éliminé. Bien sûr il s'agit d'un processus très chaotique, c'est ainsi. Le point essentiel c'est que la classe ouvrière devra peser de tout son poids.

Comment Le Parti Communiste, Turquie peut agir dans ce contexte, quelle peut être sa ligne politique?

KO: Le parti Communiste, Turquie doit accomplir différentes tâches avec un but unique. Premièrement nous devons montrer la réalité au peuple afin de lui éviter de s'évaporer dans cette période chaotique. Deuxièmement la contradiction de classe doit rester visible tout en luttant contre la menace islamo-fasciste en Turquie. Aucune de ces tâches ne sont aujourd'hui l'acteur principal. Il n'y a aucune autre façon de stopper l'islamisme sans lutter contre l'hégémonie du capital. Ce qui est notre tâche essentielle. La laïcité version bourgeoise a amené la lutte sanglante entre deux cliques islamistes. (Erdoğan et Gulen). Notre parti a pleinement conscience du danger que représente le pessimisme. Nous ne le permettrons pas. Apparemment la solidarité internationale est très importante dans cette période chaotique. Nous avons reçu beaucoup de messages de solidarité et de soutien - dont certains nous ont apporté une collaboration nouvelle et concrète - des partis communistes du monde entier. La Turquie a une importance stratégique pour plusieurs régions du monde. Nous ne laisserons pas notre pays être le jouet des rivalités inter-impérialiste, dans ce vaste jeu monopoliste. Il y a une classe ouvrière avec une tradition révolutionnaire. C'est la responsabilité de notre parti de la révéler.



Özlem Şen Abay (Membre du Comité Central de Parti Communiste, Turquie)

Quelle est l'importance de l'état d'urgence? Pour quoi le gouvernement d'AKP en a besoin?

ÖŞA: Après que la tentative de coup d'état du 15 juillet, il nous semble qu'Erdogan a déclenché une opération à grande échelle. Aujourd'hui, selon les chiffres officiels, le nombre de détenus est 10410. Cette opération ne vise pas seulement l'armée mais aussi la police, le pouvoir judiciaire, les universités et certains fonctionnaires dans divers établissements publics. Déjà, Erdogan a demandé la démission des doyens, il a annulé les congés des fonctionnaires et renvoyé plusieurs. L'état d'urgence est axé sur la Constitution et règlementé selon l'article suivant : «En cas d'apparition d'indices sérieux d'extension d'actions violentes visant à renverser l'ordre démocratique libre instauré par la Constitution ou à supprimer les droits et libertés fondamentaux ou en cas de perturbation sérieuse de l'ordre public en raison d'actes de violence, le Conseil des ministres réuni sous la présidence du Président de la République peut, après avoir consulté le Conseil de sécurité nationale, proclamer l'état d'urgence dans une ou plusieurs régions du pays ou sur l'ensemble du territoire, pour une durée ne dépassant pas six mois.» En cas d'état d'urgence la Constitution charge le Président de la République pour présider le Conseil des ministres et donne les pleins pouvoirs à des préfets en cas de besoin d'intervention. Parmi ceux-ci trouvent des mesures comme le couvre-feu, l'interdiction des réunions et des manifestations, l'intervention aux médias, la prolongation de durée de détention provisoire. L'état d'urgence est le nom de la solution qu'Erdogan et son gouvernement, qui ne comptent sur personne, ont trouvé pour renforcer son pouvoir et diriger cette opération dont on vient de parler. Toutefois, on pense que celle-ci va le pousser dans une impasse.

L'état d'urgence, dans quelle mesure peut-il restreindre des activités politiques en Turquie?

ÖŞA: Il n'existe pas d'interdiction précisée des activités des partis politiques en cas d'état d'urgence. Cependant, le Conseil des ministres dispose du pouvoir de décréter en cas d'état d'urgence et ces décrets ne peuvent être soumis au contrôle judiciaire. C'est-à-dire que c'est une situation qui dépend aux intentions de ce qui détient ce pouvoir exceptionnel. Dans une période dans laquelle Erdogan va appliquer des politiques plus oppressives et dictatoriales la progression d'évènements va nous montrer comment elles vont influencer des activités de notre Parti qui est contre Erdogan.





Les derniers chiffres de "l'après coup" et de l'état d'urgence

350 morts

2.200 blessés

8.000 policiers détenus ou limogés

7.423 soldats détenus

1.600 militaires haut-gradés arrêtés

122 généraux et amiraux arrêtés (sur un total
de 358 dans l'armée turque)

60.000 fonctionnaires démis de leur fonction

2.745 juges révoqués

1.577 doyens poussés à la démission

21.000 enseignants ont vu leur autorisation
d'enseigner supprimée

15.000 fonctionnaires de l'éducation nationale
suspendus

396 écoles privées fermées

449 résidences universitaires ou dortoirs fermés

284 institutions d'éducation privées fermées

62 élèves de l'école militaire arrêtés

257 fonctionnaires démis du bureau du Premier
Ministres

100 fonctionnaires des services de
renseignement renvoyés

47 gouverneurs de district écartés

30 gouverneurs de province écartés

20 sites Internet d'information bloqués

4 furent supprimés en raison de leurs déclarations anti-Erdoğan dans les médias sociaux

14 furent supprimés du fait de leur opposition aux manifestations pro-AKP

Universitaires et étudiants bénéficiant d'une bourse d'état ont interdiction de quitter le pays, et ceux
qui sont déjà à l'étranger sont priés de rentrer.

